Parlement

J'aimerais conclure par quelques observations générales sur les dépenses gouvernementales. Premièrement, si nous voulons maîtriser notre système financier, il faut assujettir l'ensemble du processus à une surveillance des plus étroites exercée par des organismes indépendants de l'appareil administratif. Le Parlement est indépendant de l'appareil administratif. En affaires, la conséquence ultime du gaspillage et de l'inefficacité est la faillite. Au gouvernement, on aboutit simplement à un gaspillage et à une inefficacité encore pires. Il n'y a pas de mesures de contrôle automatiques. Il convient d'en mettre en place avec soin et, de façon délibérée. Voilà pourquoi j'ai fait cette suggestion.

Deuxièmement, l'esprit d'économie doit être à la base de l'attitude de tous ceux qui travaillent pour le gouvernement. Il est facile de gaspiller \$4,000 ou \$5,000. Il est beaucoup plus facile de gaspiller \$4,000 ou \$5,000 que ce ne l'est pour un contribuable d'en gagner autant.

● (2012)

Nous devons en définitive, ici et ailleurs, nous rendre compte dans quelle mesure les dépenses et l'activité gouvernementales sont à propos. Nous ne possédons pas les rouages nécessaires pour étudier cette contradiction. Le gouvernement joue un rôle de plus en plus important au sein de notre société depuis plus d'un siècle. De graves problèmes ont surgi durant les deux dernières décennies seulement. Depuis peu les gouvernements présumant qu'ils sont les seuls à pouvoir remédier à l'inégalité des chances, à redistribuer la richesse, à stimuler l'économie, à offrir des stimulants et un appui direct à toutes sortes d'initiatives secondaires; ils estiment pouvoir y parvenir tout en négligeant d'équilibrer leur budget une année après l'autre, en accumulant les dettes que devront supporter des générations futures et en avilissant la monnaie. Nous devrions commencer à nous demander si cela est opportun et convenable. Je prérends que non et que le Parlement doit étudier la question.

Les gouvernements tentent depuis peu de gérer notre vie économique complexe en jetant par-dessus bord tous les principes admis d'une sage administration financière. Il incombe à la présente législature, si elle veut accomplir son devoir, de rappeler aux gouvernements les principes d'une sage administration financière.

La leçon fondamentale que nous tirons de tout cela est que les hommes ne sont pas aussi habiles qu'ils le prétendent et que tout ce qu'on appelle planification est simplement témérité tragique. Je ne rejette pas la faute uniquement sur le gouvernement actuel. Tous les gouvernements sont à blâmer. Le mécanisme auquel Votre Honneur et moi-même devons recourir est inefficace car il ne nous permet nullement d'affirmer que le Parlement est l'endroit où les gouvernements doivent rendre compte de leurs bonnes actions, comme de leurs erreurs, de leurs gaspillages et de leurs écarts.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. l'Orateur adjoint: L'honorable secrétaire parlementaire du président du Conseil privé invoque le Règlement.

M. Pinard: Durant le discours de l'honorable député je l'ai interrompu en invoquant le Règlement. Je lui ai demandé la

[M. Baker (Grenville-Carleton).]

permission de lui poser une question et il m'a prié d'attendre à la fin de son discours. Est-ce que j'ai le consentement pour lui poser maintenant cette question?

M. l'Orateur adjoint: L'honorable député doit obtenir non seulement le consentement de l'honorable député de Grenville-Carleton (M. Baker) mais aussi celui de toute la Chambre, parce que le temps de parole de l'honorable député est écoulé. Est-ce que la Chambre permet à l'honorable secrétaire parlementaire de poser une question?

[Traduction]

M. Baker (Grenville-Carleton): Oui, monsieur l'Orateur.

[Français]

Des voix: D'accord.

M. Pinard: Je remercie les députés de la Chambre. Je serai très bref. Le député dans son allocution a fait allusion au comité de la procédure et de l'organisation qui, en 1976, a eu à étudier trois rapports de trois sous-comités. J'aimerais savoir si l'honorable député est en mesure de nous dire maintenant si son caucus est d'accord sur les recommandations de chacun des trois rapports des sous-comités ou s'il est disposé à lier son caucus sur l'acceptation de ces trois rapports de sous-comités qui ont été remis au comité de la procédure et de l'organisation le 30 septembre 1976?

[Traduction]

M. Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, je ne dévoilerais pas un secret en disant que nous n'y souscrivons pas complètement, mais nous étions fondamentalement d'accord sur certaines parties importantes du rapport.

Au nom de mon parti je puis dire que nous aimerions voir deux choses se produire à la Chambre des communes: premièrement, nous aimerions que le comité permanent de la procédure et de l'organisation soit à nouveau convoqué pour étudier en profondeur, entre autres, cette question et le point que j'ai soulevé, et, deuxièmement, nous souhaiterions voir la télédiffusion des travaux du comité pour en faire voir l'importance, même dans les circonstances actuelles. Je saurais gré au député de transmettre ce message au leader du gouvernement à la Chambre.

M. Lloyd Francis (Ottawa-Ouest): Monsieur l'Orateur, nous sommes saisis d'une motion de défiance qui blâme le gouvernement d'avoir introduit dans les règles et les procédures de la Chambre et de ses comités permanents des modifications calculées et conçues pour enrayer ou éliminer l'examen et le contrôle parlementaires des dépenses publiques et le reste. Autrement dit, la motion s'en prend au gouvernement pour n'avoir pas entrepris une réforme parlementaire en vue d'améliorer le rendement des comités.

Je dois signaler au départ que je serais porté à souscrire à ce que le leader de l'opposition vient de dire, à savoir que le comité permanent de la procédure et de l'organisation serait le comité le mieux choisi pour examiner les propositions faites par mon collègue de ce côté-ci de la Chambre. On ne veut certes pas donner à penser que l'action du gouvernement a entravé les travaux de ce comité, de celui des comptes publics ou de tout autre comité.